

Sommaire analytique du Guide juridique et fiscal de l'Auto-entrepreneur
Francis VARENNES - Editions IPSO FACTO

Introduction

Chapitre 1. LES ASPECTS JURIDIQUES DU STATUT D'AUTO-ENTREPRENEUR

Section 1. Les activités concernées et les activités exclues

§ 1. Les activités concernées

- A. Les activités commerciales
- B. Les activités artisanales
- C. Les activités libérales

§ 2. Les activités exclues

- A. Les exclusions en raison du statut juridique de l'entreprise
- B. Les exclusions en raison de la législation fiscale
- C. Les exclusions en raison de la législation sociale

Section 2. Les droits et obligations juridiques des personnes

§ 1. Les droits et obligations de nature personnelle

- A. La capacité juridique des personnes
- B. La situation matrimoniale des personnes
- C. La nationalité des personnes

§ 2. Les droits et obligations de nature professionnelle

- A. Les principes concernant le cumul des statuts d'auto-entrepreneur et de salarié
- B. Le risque de requalification en contrat de travail
- C. La situation particulière des fonctionnaires

§ 3. L'examen de certaines activités et l'application du statut d'auto-entrepreneur

- A. Les locations de meublés et de chambres d'hôtes
- B. Les activités de ventes sur internet
- C. Les activités commerciales et artisanales ambulantes
- D. Les services d'aide à la personne
- E. Les agents commerciaux
- F. Les activités de photographe
- G. Les activités de secrétariat
- H. Les vendeurs à domicile
- I. L'exercice d'une activité d'auteur ou d'artiste

Section 3. Le statut de l'auto-entreprise : création, fonctionnement et sortie

§ 1. Le statut de l'auto-entreprise

§ 2. Les formalités de déclaration

- A. Les missions des centres de formalités des entreprises
- B. L'identification auprès du répertoire SIRENE de l'INSEE
- C. L'absence d'immatriculation aux répertoires professionnels
- D. L'absence de stage obligatoire des artisans

§ 3. La localisation et la dénomination de l'auto-entreprise

§ 4. Les obligations juridiques propres à certaines activités

- A. L'obligation de qualification professionnelle de certaines activités artisanales
- B. Les conditions d'exercice de certaines activités libérales
- C. L'obligation d'assurance au titre de la responsabilité civile
- D. L'établissement de conditions générales de vente et statut d'auto-entrepreneur
- E. Les règles de publicité et de facturation des auto-entrepreneurs
- F. L'ouverture d'un compte bancaire

§ 5. La mise en œuvre d'instruments juridiques des entreprises individuelles

- A. Les statuts des baux applicables aux locations de biens immobiliers
- B. Les notions de fonds de commerce, fonds de commerce et clientèle libérale
- C. La mise en œuvre de la location-gérance
- D. La déclaration d'insaisissabilité des biens immobiliers non professionnels
- E. Les mesures d'aides à la création d'entreprise NACRE
- F. L'application du droit de la faillite

§ 6. Le statut des conjoints ou partenaires des auto-entrepreneurs

- A. Le statut de conjoint collaborateur
- B. Le statut salarié

§ 7. Les solutions alternatives au statut de l'auto-entrepreneur

- A. Les coopératives d'activités et d'emploi
- B. Les couveuses d'activités ou d'entreprises
- C. Les pépinières d'entreprises
- D. Le portage salarial

§ 8. La sortie du statut d'auto-entreprise

- A. La cessation d'activité
- B. La dénonciation des options fiscales et sociales
- C. Le changement de régime fiscal
- D. Le changement de statut juridique

Chapitre 2. LES ASPECTS FISCAUX DU STATUT D'AUTO-ENTREPRENEUR

Section 1. Le régime de l'impôt sur le revenu

§ 1. Les conditions générales d'application du régime fiscal des micro-entreprises

§ 2. Les modalités d'application du mode spécifique d'imposition du micro-fiscal

- A. Les différentes options fiscales possibles des auto-entrepreneurs
- B. Les modalités de calcul de l'impôt dans le cadre du micro-fiscal
- C. Les conditions de revenus de l'option pour le micro-fiscal
- D. L'appréciation du choix de l'option pour le micro-fiscal

§ 3. Les conditions particulières d'application des régimes des micro-entreprises

- A. Les notions de chiffre d'affaires et de recettes
- B. La pluralité d'activités commerciales par une même personne
- C. L'exercice d'activités commerciales par deux époux
- D. Les plafonds du régime micro-BIC avec des recettes relevant de catégories différentes

E. La réalisation concomitante de recettes commerciales (BIC) de recettes non commerciales (BNC)

F. Le traitement fiscal des plus-values

§ 4. L'application de dispositions fiscales particulières : règle du taux effectif, prime pour l'emploi et bouclier fiscal

- A. La règle du taux effectif
- B. La prime pour l'emploi
- C. Le bouclier fiscal

§ 5. Les modalités de changement de régime fiscal

§ 6. Les obligations comptables des auto-entrepreneurs

Section 2. La taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Section 3. Les autres impôts applicables aux auto-entrepreneurs

§ 1. La taxe professionnelle

§ 2. La taxe pour frais d'organismes consulaires

Section 4. Les modalités de changement de régime fiscal

§ 1. Le changement de régime fiscal pour l'application du statut d'auto-entrepreneur

§ 2. Le changement de régime fiscal entraînant la sortie du statut d'auto-entrepreneur

Chapitre 3. LES ASPECTS SOCIAUX DU STATUT D'AUTO-ENTREPRENEUR

Section 1. Les modalités de calcul et de paiement des cotisations sociales

§ 1. Les principes généraux d'affiliation des non salariés non agricoles

§ 2. Les modalités d'application du micro-social des auto-entrepreneurs

§ 3. Le paiement éventuel de cotisations sociales supplémentaires

Section 2. Les prestations sociales des auto-entrepreneurs

§ 1. Les prestations versées au titre de l'assurance maladie-maternité-paternité

§ 2. Les prestations d'assurance retraite et d'invalidité-décès des auto-entrepreneurs

A. Les prestations de retraite des commerçants et des artisans

B. La retraite des professions libérales (affiliées à la CIPAV)

C. Le calcul du nombre de trimestres validés en tant qu'auto-entrepreneur

D. La pension de réversion

E. Les prestations d'invalidité-décès

§ 3. Les prestations familiales

§ 4. Le droit éventuel au revenu de solidarité activité (RSA)

Section 3. Les mesures sociales incitatives pour la création d'entreprise

§ 1. Les mesures d'exonération de cotisations sociales en faveur de la création d'entreprise

A. L'ACCRE (aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'une entreprise)

B. Les autres dispositifs d'exonération temporaire de cotisations sociales

§ 2. Les conditions de cumul des indemnités chômage versées par Pôle Emploi

§ 3. Le congé des salariés pour la création d'entreprise

Section 4. Les droits sociaux des conjoints collaborateurs des auto-entrepreneurs

Section 5. L'examen de situations sociales particulières et l'appréciation de la compatibilité du statut d'auto-entrepreneur

§ 1. Le congé parental et l'allocation de libre choix d'activité

§ 2. Le congé de maternité

§ 3. Les collaborateurs du régime social agricole

§ 4. L'allocation des adultes handicapés

§ 5. Les personnes en situation de pluriactivité sociale

§ 6. Les conditions du cumul emploi-retraite

A. Activités nouvelles distinctes des activités antérieures à la retraite

B. Activités nouvelles de même nature

C. Derniers assouplissements de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2009

§ 7. Les étudiants auto-entrepreneurs